

OCTOBRE 2020



RÉSUMÉ ANALYTIQUE QU'AVONS- NOUS APPRIS ?

Aperçu des résultats d'une enquête auprès
des ministères de l'éducation sur les
réponses nationales à la COVID-19



RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Dans le cadre de la coordination globale de la réponse de l'éducation à la pandémie de la COVID-19, l'UNESCO, l'UNICEF et la Banque mondiale ont mené une enquête sur les réponses nationales de l'éducation à la fermeture des établissements scolaires due à la COVID-19. Dans ce rapport conjoint, nous analysons les résultats des deux premiers cycles de la collecte de données administrée par l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU). Ils couvrent les réponses gouvernementales à la fermeture des établissements scolaires, de l'éducation préscolaire à l'enseignement secondaire. Le premier cycle de l'enquête a été rempli par les fonctionnaires du ministère de l'Éducation nationale de 118 pays entre mai et juin 2020, et le second cycle par ceux de 149 pays entre juillet et octobre 2020. L'instrument de l'enquête a été conçu pour mettre en évidence *de jure* les réponses politiques et la perception des fonctionnaires au sujet de leur efficacité, et fournir une compréhension systématique des politiques déployées, des pratiques et des intentions à ce jour.

SUIVI ET ATTÉNUATION DES PERTES D'APPRENTISSAGE DUES À LA FERMETURE DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

La durée de la fermeture des établissements scolaires varie considérablement entre les pays. En plus de vérifier le nombre de jours perdus d'enseignement et d'apprentissage en présentiel, certains pays font également des efforts pour mesurer l'étendue de la perte d'apprentissage durant la fermeture des écoles. Lors de la réouverture des écoles, les pays introduisent également des mesures de soutien pour remédier à cette perte d'apprentissage.

Citons parmi les principaux faits saillants sur l'ampleur des jours perdus en raison de la fermeture des écoles et la manière dont les pays évaluent et atténuent ces pertes :

- 1. Possibilités d'apprentissage perdues :** globalement, les pays ont indiqué la perte de 47 jours en moyenne d'enseignement en présentiel en raison de la fermeture des écoles au moment de l'enquête,¹ ce qui équivaut approximativement à un trimestre d'une année scolaire normale. Les pays où l'année scolaire était encore en cours au moment de l'enquête ont signalé davantage de jours d'enseignement perdus (54 jours) en moyenne, comparés à ceux où l'année scolaire était terminée au moment de l'enquête (40 jours).
- 2. Évaluations d'apprentissage :** bien que la plupart des pays (86 pour cent) aient déclaré que les enseignants suivent l'apprentissage des élèves, on note des différences importantes entre les groupes de revenu. Seuls 3 pour cent des pays à revenu élevé ont indiqué que les enseignants ne suivaient pas les progrès scolaires des élèves, contre environ un quart dans les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire inférieur. Lors de la réouverture des écoles, la plupart des pays ont déclaré évaluer ou prévoir d'évaluer les élèves au moyen d'évaluations menées en milieu scolaire, mais moins de manière systématiques. Dans le primaire spécifiquement, l'immense majorité des pays n'ont pas mené ou ne prévoient pas de mener des évaluations à l'échelle du système, à l'échelon national ou à l'échelon infranational, lors de la réouverture des écoles. Ceci compromettra leur capacité à mesurer les pertes d'apprentissage de manière exhaustive et par rapport à la trajectoire prévue d'apprentissage des élèves.
- 3. Mesures de soutien lors de la réouverture pour remédier à la perte d'apprentissage :** la plupart des pays qui ont répondu à l'enquête (84 pour cent) ont introduit des programmes supplémentaires de soutien pour remédier à la perte d'apprentissage lors de la réouverture des écoles. Dans tous les groupes de revenu, mais particulièrement dans les pays à revenu faible, elles ont souvent pris la forme de programmes de remise à niveau pour aider les élèves — au moins une proportion d'entre eux — à rattraper leur retard. Cependant, un pays à revenu élevé sur quatre n'a introduit aucune mesure supplémentaire de soutien. Bien que les pays à revenu élevé aient été aussi plus susceptibles de considérer l'apprentissage à distance comme un substitut aux jours officiels de scolarité (comme on le verra plus loin dans le rapport), la fermeture des établissements scolaires peut entraîner des pertes d'apprentissage et élargir les disparités d'apprentissages entre les enfants, même dans les pays à revenu élevé.

DÉPLOIEMENT DE STRATÉGIES EFFICACES D'APPRENTISSAGE À DISTANCE

Lors de la fermeture des écoles à travers le monde en vue de limiter la propagation de la COVID-19, les gouvernements ont réagi rapidement pour proposer des options d'apprentissage

1 Les réponses ont été reçues entre le 15 juillet et le 15 octobre 2020, avec le 20 août 2020 comme date moyenne.

à distance, notamment les plateformes en ligne, la télévision, la radio, et les cours imprimés à utiliser à domicile.

Reconnaissant que ces options ne sont pas disponibles de manière égale pour tous, les pays ont fait des efforts pour faciliter l'accès aux plateformes d'apprentissage et pour soutenir les enseignants et les parents/tuteurs.

Citons parmi les principaux points saillants des réponses des pays sur la façon dont ils déploient l'apprentissage à distance et les mesures de soutien connexes :

4. Modes d'apprentissage à distance et efficacité :

presque tous les pays qui ont répondu à l'enquête ont déclaré avoir inclus l'apprentissage à distance dans leur réponse de l'éducation à la COVID-19, par le biais de plateformes en ligne, de programmes TV/radio et/ou de cours imprimés. La solution de l'apprentissage en ligne a été proposée — au moins pour une proportion d'élèves — dans tous les pays à revenu élevé, mais pas uniformément dans les pays des autres groupes de revenu. Trois quarts des pays ont déclaré que les jours d'apprentissage à distance sont comptabilisés comme des jours officiels de scolarité. Toutefois, cela n'était le cas que dans un pays à revenu faible sur cinq.

5. Politiques pour faciliter l'accès à l'apprentissage en ligne :

la plupart des pays qui ont répondu à l'enquête (89 pour cent) ont introduit au moins une mesure visant à accroître l'accès aux appareils et à la connectivité nécessaires pour l'apprentissage en ligne. Le plus souvent, cela a consisté à mettre à disposition des appareils mobiles ou d'offrir l'accès à l'Internet à un prix subventionné ou gratuitement. La plupart des pays (91 pour cent) ont également pris des mesures pour soutenir les populations risquant d'être exclues des plateformes d'apprentissage à distance, plus couramment les apprenants en situation de handicap. Cependant, plus de 30 pour cent des pays à revenu faible n'avaient introduit aucune mesure pour soutenir l'accès ou l'inclusion.

6. Politiques de soutien aux enseignants : trois quarts des pays qui ont répondu à l'enquête ont déclaré que les enseignants devaient continuer à enseigner durant la fermeture des établissements scolaires, avec des différences notables par groupe de revenu. Plus de 90 pour cent des répondants des pays à revenu élevé et intermédiaire supérieur, contre 60 pour cent des répondants des pays à revenu intermédiaire inférieur et 39 pour cent des répondants des pays à revenu

faible, demandent à leurs enseignants de continuer à travailler. À l'échelle mondiale, la plupart des pays ont encouragé les enseignants à interagir avec les élèves et les parents au moyen des applications de messagerie. Plus de la moitié des pays à revenu élevé ont recruté ou recrutent des enseignants supplémentaires pour soutenir l'apprentissage à distance ou la réouverture. La plupart des pays (89 pour cent) qui ont répondu à l'enquête indiquent avoir apporté un soutien aux enseignants, bien qu'un pays à revenu faible sur quatre ne l'ait pas fait. Ce soutien a souvent pris la forme d'instructions sur la manière de présenter les leçons par le biais de l'apprentissage à distance.

7. Politiques de soutien aux parents et aux tuteurs :

environ trois quarts des pays qui ont répondu à l'enquête ont des mesures en place pour soutenir les parents/tuteurs, bien que plus d'un tiers des pays à revenu faible n'aient pas introduit de mesures en relation avec l'apprentissage. La mesure la plus souvent utilisée consiste à donner des conseils, des astuces ou des matériels pour faire l'école à la maison. Plus d'un tiers des pays à revenu élevé ou intermédiaire ont déclaré soutenir les parents/tuteurs à travers un suivi téléphonique régulier effectué par les écoles, mais c'est seulement le cas de 22 pour cent des pays à revenu faible.

RÉOUVERTURE DES ÉCOLES EN TOUTE SÉCURITÉ POUR TOUS

Le choix du bon moment et les stratégies de réouverture des écoles varient entre les pays. Bien que presque tous les pays aient préparé des directives sanitaires et d'hygiène pour soutenir la réouverture des écoles en toute sécurité, la mise en œuvre de ces protocoles et autres soutiens cités plus haut nécessitera des ressources supplémentaires. Presque tous les pays participants ont eu besoin de ressources supplémentaires pour couvrir les coûts liés à la COVID-19 dans le secteur éducatif. Les pays se sont appuyés sur différentes sources pour satisfaire ce besoin et prévoient que les prochains budgets de l'éducation seront impactés.

Citons parmi les principaux faits saillants sur la façon dont les pays prévoient de rouvrir les écoles en toute sécurité et de financer les mesures nécessaires pour faire face à l'impact de la fermeture des établissements scolaires due à la COVID-19 :

8. Plans de réouverture des établissements scolaires : en septembre 2020, 73 pour cent des pays avaient

entièrement ou partiellement rouvert les écoles, et 5 pour cent supplémentaires avaient indiqué une date de réouverture future. Les autres n'avaient pas respecté les dates précédemment fixées pour la réouverture ou ne prévoyaient pas encore de réouverture. Les pays à revenu élevé étaient plus susceptibles d'avoir rouvert les écoles et de l'avoir fait en adoptant une approche hybride combinant l'apprentissage à distance et l'enseignement présentiel. Pendant ce temps, les pays à revenu faible étaient plus susceptibles d'avoir retardé la réouverture des écoles et la date prévue pour reprendre l'enseignement en présentiel.

9. Protocoles sanitaires durant la réouverture des écoles : dans tous les groupes de revenu, presque tous les pays qui ont répondu à l'enquête ont produit ou ont approuvé des directives et des mesures sanitaires et d'hygiène spécifiques pour les écoles. Dans leur immense majorité, elles comprennent la promotion de la distanciation sociale, des pratiques de lavage des mains et d'autres mesures pour réduire le contact par exposition. Cependant, moins d'un pays sur cinq a déclaré des plans de dépistage de la COVID-19 à l'école. Globalement, plus d'un quart des pays ont déclaré ne pas avoir suffisamment de ressources pour garantir la sécurité de tous les apprenants et du personnel des écoles, avec de fortes variations par niveau de revenu. Dans les pays à revenu faible, le pourcentage s'élevait à 50 pour cent, contre 5 pour cent seulement dans les pays à revenu élevé.

10. Financement : presque tous les pays (95 pour cent) ont déclaré que des ressources financières supplémentaires étaient nécessaires pour garantir une réponse adéquate à la COVID-19 dans le secteur de l'éducation. Dans au moins trois quarts des pays à revenu faible et intermédiaire inférieur qui ont répondu, ce soutien a été fourni par les bailleurs de fonds externes. En revanche, plus de trois quarts des pays à revenu élevé ont eu recours à une affectation supplémentaire de l'État pour l'éducation. Les réaffectations au sein du budget de l'éducation ont eu lieu dans environ deux tiers des pays à revenu intermédiaire et la moitié des pays à revenu élevé. Tandis que globalement, seuls 19 pour cent des 79 des pays qui ont répondu à l'enquête ont déjà connu ou anticipent une diminution de leur budget national de l'éducation de l'année fiscale actuelle ou prochaine,

c'est le cas de plus d'un tiers des pays à revenu faible et intermédiaire inférieur. Plus d'un tiers des 72 pays qui ont répondu à l'enquête ont indiqué qu'ils avaient augmenté le soutien de l'État aux ménages en 2020-2021 ou étaient censés le faire.

LA VOIE À SUIVRE

Malgré la durée variable de la fermeture des établissements scolaires due à la COVID-19 dans le monde, l'enquête sur les réponses nationales de l'éducation à cette fermeture montre les efforts que les pays ont mis en œuvre pour atténuer les pertes d'apprentissage à la fois durant la fermeture des écoles et après leur réouverture. Les résultats de l'enquête illustrent de quelle manière certaines réponses gouvernementales peuvent accroître les inégalités entre et au sein des pays, les expériences de la fermeture et de la réouverture des établissements scolaires variant entre les groupes de revenu et ayant plus ou moins la capacité d'être pleinement inclusives. Cette enquête devrait devenir une initiative régulière soutenue par l'UNESCO, l'UNICEF et la Banque mondiale, et ses prochaines répétitions seront utiles aux pays en continuant de leur permettre de partager les expériences qui éclaireront mieux les réponses locales et nationales et la préparation de la réouverture des écoles.

Citons parmi les principaux domaines identifiés pour poursuivre l'exploration : le suivi de l'abandon et du décrochage des élèves, le rôle continu de l'apprentissage à distance, les plans de remise à niveau et le suivi de leur efficacité, les nouvelles approches des évaluations d'apprentissage et l'évolution de leur rôle, la localisation des décisions concernant la réouverture des écoles, l'efficacité des mesures d'hygiène et sanitaires, le développement des compétences et le soutien aux enseignants, et les soutiens psychoaffectifs au bien-être et à une meilleure santé mentale.

La voie à suivre, outre les enquêtes sur la perception et *de jure* à l'instar de celle-ci, pourrait nécessiter une recherche qualitative plus approfondie dans certains domaines afin de rendre compte des impacts des réponses et interventions politiques, et de soutenir la planification et la programmation ultérieures de l'éducation. En outre, il est essentiel de disposer d'études fiables sur l'adoption de ces programmes par les ménages, la fidélité de leur mise en œuvre ainsi que sur leur efficacité pour l'apprentissage en utilisant les méthodologies de recherche sur la mise en œuvre et d'évaluations d'impact.